

Commission paritaire secteur public-privé:

## Maîtriser l'inflation et relever les défis de 2023 au cœur des discussions



Page 3



Journée mondiale de l'eau 2023:

## Un nouveau projet de loi sur les ressources en eau sera bientôt déposé au parlement, indique le ministre

Page 3

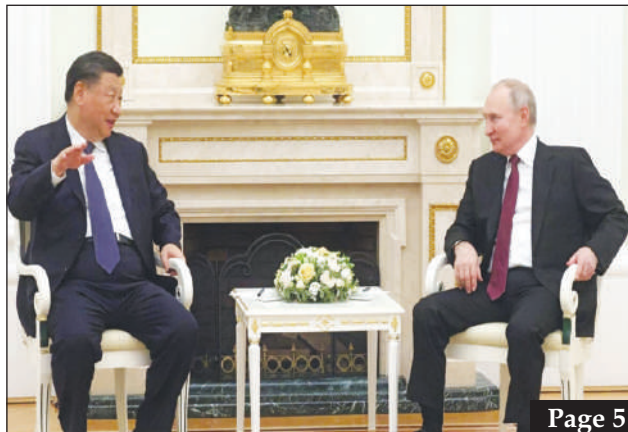
France

## Retraites : après le rejet des motions de censure, nuit de colère en France



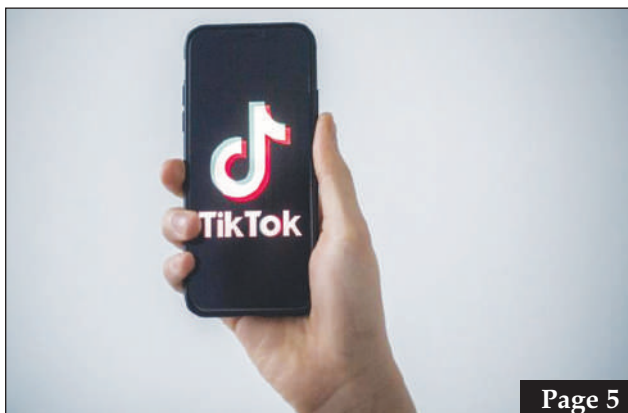
Page 4

## Russie-Chine : une relation renforcée par la guerre en Ukraine malgré une rivalité régionale



Page 5

## L'Italie ouvre une enquête contre TikTok pour «contenu dangereux»



Page 5

## Football



Angleterre:

## Rashford et Mount forfait pour le rassemblement des three lions

Page 8



## Antonio Conte (Tottenham) furieux après ses joueurs après le nul contre Southampton

Page 8



## A la télé aujourd'hui



06.00 Local: Rodrig - Klip Seleksion  
06.45 Local: Coin Jardin  
07.40 Entrepreneuriat Au...  
08.10 Local Prod: Elle  
09.55 Local: Son Ladan Mem  
11.10 Tele: Rubi  
12.00 Le Journal  
12.30 Tele: Fierce Angel  
14.35 D.Anime: L'Heure Du Conte

14.50 D.Anime: Early Learning  
15.21 D.Anime: Sam Le Pompier  
15.52 D.Anime: The Adventures Of..  
16.15 D.Anime: Panda Fanfare  
17.00 D.Anime: Dee Dee The Little...  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Jijaji Chhat Par Hain  
18.56 Local: Tirth Yatra  
19.30 Le Journal  
20.30 Film: Shiddat: Journey



07.00 DDI Live  
09.58 Serial: Agniphera  
12.11 Film: Dhoop Chhaon  
15.00 Live: Samachar  
15.22 Saare Tujhyachsathi  
15.45 Serial: Bommarillu  
16.02 Sondha Bandham  
16.26 Serial: Rabba Mainu Maaf...  
16.41 Saaton Vachanwa Saath Nibhaib Sajna  
06.47 Film: Batti Gul Meter...

17.09 Bhakharwadi  
17.35 Local: Amrit Vaani  
17.45 Bhajan Sandhya  
18.00 Serial: Oh! My Sweet Liar!  
18.30 Mag: DDI Mag  
19.30 Serial: Radha Krishna  
20.04 Local: Les Grandes Lignes  
20.59 Film: Natural Selection With Mason Dye, Ryan Munzert, Anthony Michael Hall  
22.35 DDI Live



06.00 Mag: Motorweek  
06.24 Mag: Vous Et Nous  
06.57 Mag: Arts.21  
07.55 Doc: Planet Home  
11.26 Mag: Motorweek  
11.38 Local: Vous Et Nous  
12.37 Doc: World Heritage  
12.40 Mag: The Inside Story  
13.06 Doc: Planet Home  
16.12 Mag: Motorweek  
17.21 Mag: Arts 21

Starring S. Kapoor, Shraddha  
18.00 Mag: Eco India  
18.35 Local: Talk On Ramadan  
19.30 Mag: Japan Video Topics  
20.30 Local: News (English)  
20.53 Doc: Fine Arts Sculptures  
21.48 Mag: Saladeria  
22.17 Doc: Smoothie Mania  
23.48 Doc: Foodland: Veggie...  
23.51 Doc: Eco India  
00.17 Mag: Shift



01.33 Film: Triassic World  
03.08 Serial: Elementary  
03.49 Film: Badland  
05.35 Tele: Tour De Babel  
06.23 Madam Secretary  
06.53 Film: The Girl In The Boat  
08.45 Serial: Chicago PD  
09.30 Tele: La Beaute Du Diable  
10.21 Tele: Fierce Angel

11.45 Film: Badland  
13.40 Tele: Tour De Babel  
14.46 Film: The Girl In The Boat  
16.30 Serial: Chicago PD  
17.15 Madam Secretary  
18.05 Tele: La Beaute Du Diable  
19.00 Tele: Fierce Angel  
19.36 Serial: Malory Towers  
20.05 L'envers Du Paradis  
20.30 Madam Secretary  
21.15 L'Agence Tous Risques  
22.02 Serial: Reef Doctors



06.47 Film: Batti Gul Meter...  
Starring S. Kapoor, Shraddha Kapoor, Divyendu Sharma  
11.32 / 20.26 -  
Radha Krishna  
11.45 / 21.01 - Anupamaa  
12.33 / 21.31 - Mere Sai  
12.47 / 21.56 -  
Kismat Ki Lakiron Se

12.43 / 22.20 -  
Yeh Teri Galiyan  
13.13 / 22.52 - Patiala Babes  
14.25 - Highway On My...  
15.00 / 21.46 -  
Bade Acche Lagte Hai 2  
15.24 Film: Dil Vil Pyar Vyar  
Starring Madhavan, Jimmy Shergill...  
18.00 Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
18.59 Udaariyaan  
19.31 Kuch Rang Pyar Ke...  
20.01 Sasural Simar Ka 2

# Rupert Murdoch : Le milliardaire de 92 ans va se marier pour la 5e fois

**Le magnat des médias Rupert Murdoch, 92 ans et déjà marié à quatre reprises par le passé, a ce 20 mars annoncé ses fiançailles avec sa partenaire Ann Lesley Smith, une ancienne aumônière de la police.**



Il est rompu à l'exercice. Le milliardaire Rupert Murdoch, propriétaire de l'influent groupe de médias News Corp, s'est fiancé pour une cinquième fois, a annoncé lundi l'un de ses tabloïds, le New York Post. Le magnat natif d'Australie, naturalisé américain en 1985, va épouser Ann Lesley Smith, une ancienne aumônière de la police de San Francisco âgée de 66 ans. Les futurs époux se sont rencontrés en septembre lors d'un événement dans son vignoble en Californie.

«Je redoutais de tomber amoureux, mais je savais que ce serait mon dernier. Il vaut mieux que ce soit le cas. Je suis heureux», a déclaré Rupert Murdoch. Il a précisé avoir demandé la main à sa promise le jour de la Saint-Patrick.

«Pour nous deux, c'est un cadeau de Dieu», a confié au New York Post Ann Wesley Smith. Elle est la veuve de Chester Smith, un chanteur country et directeur de radio et de télévision, décédé il y a quatorze ans. «J'ai été riche et j'ai été pauvre, riche puis pauvre», a-t-elle fait savoir, avant de dire que son futur époux et elle étaient sur

la même longueur d'ondes. «Comme Rupert, mon mari était un homme d'affaires... Je parle donc la langue de Rupert. Nous partageons les mêmes convictions.»

Le mariage aura lieu à la fin de l'été, croit savoir le New York Post. «Nous sommes tous les deux impatients de passer la seconde moitié de notre vie ensemble», a ajouté Rupert Murdoch qui s'est séparé de sa quatrième épouse Jerry Hall en août 2022 après six ans de vie commune.

Père de six enfants nés de ses trois premiers mariages, il fut d'abord marié de 1956 à 1967 à Patricia Booker, une hôtesse de l'air australienne, puis durant plus de trente ans, jusqu'en 1999, à une journaliste britannique, Anna Mann, qui avait touché

plus d'un milliard de dollars après leur divorce, selon la presse. Il épousa, quelques jours après, une femme d'affaires d'origine chinoise, diplômée de l'université Yale, Wendi Deng, jusqu'à leur divorce à New York en 2013.

### Un procès en diffamation

Le magnat, dont la fortune familiale est estimée par Forbes à plus de 17 milliards de dollars, est propriétaire de centaines de médias, notamment aux Etats-Unis avec des sociétés qui contrôlent l'influente chaîne Fox News, le quotidien économique The Wall Street Journal et le tabloïd new-yorkais, classé à droite, New York Post. Il est aussi le patron, au Royaume-Uni, du Sun et du Times de Londres, et de journaux en Australie.

Le Guardian précise que l'annonce des fiançailles de Murdoch intervient la veille d'une audience dans un procès en diffamation de 1,6 milliard de dollars intenté par Dominion Voting Systems contre Fox News qui prétend que certains invités et commentateurs de la chaîne ont approuvé un faux récit selon lequel les élections de 2020 avaient été volées. Dans une déposition, Rupert Murdoch, président de la société mère de Fox News, Fox Corp, a déclaré que des animateurs à l'antenne de la chaîne de télévision avaient approuvé l'idée d'une élection volée à des degrés divers. Mais il a nié que Fox News elle-même avait approuvé ce récit.

## Olivier Dubois, journaliste français otage au Sahel pendant près de deux ans, est arrivé en France

La liberté enfin retrouvée pour Olivier Dubois. Le journaliste français, otage pendant près de deux ans de djihadistes au Mali, a atterri en France ce mardi, après sa libération la veille. Il a été accueilli peu après midi par ses proches et par le président Emmanuel Macron sur la base aérienne de Villacoublay, au sud-ouest de la capitale.

Vêtu d'un tee-shirt à manches longues et d'un pantalon noir, une sacoche à l'épaule, il est apparu très souriant et en bonne forme apparente, après cinq heures de voyage depuis Niamey. Il devait retrouver dans la foulée sa femme et ses enfants puis s'entretenir quelques minutes avec le chef de l'Etat.

Lundi, il avait rencontré les journalistes peu après sa libération accompagné de Jeffery Woodke, humanitaire américain qui avait été enlevé le 14 octobre 2016 au Niger. Olivier Dubois avait été kidnappé le 8 avril 2021 à Gao, dans le nord du Mali, par le GSIM, principale alliance djihadiste au Sahel liée à Al-Qaïda. Il collaborait notamment avec le quotidien Libération et le magazine Le Point et vivait au Mali depuis 2015.

### Dernier otage français

Le reporter de 48 ans était le dernier Français connu comme retenu en otage par une organisation autre qu'un Etat depuis la libération en octobre 2020 de Sophie Pétronin, également enlevée au Mali.

« C'est énorme pour moi d'être là, d'être libre, je voulais rendre hom-



mage au Niger pour son savoir-faire dans cette mission délicate et rendre hommage à la France et à tous ceux qui m'ont permis d'être là aujourd'hui », avait-il déclaré lundi. Le président Macron avait de son côté exprimé son « immense soulagement » et témoigné de sa « grande reconnaissance au Niger pour cette libération ».

Au côté d'Olivier Dubois, Jeffery Woodke, 61 ans, cheveux blancs et soutenu par une canne, avait souhaité « remercier les gouvernements nigérien, américain et français » pour sa libération. « Vive la France », s'était exclamé celui qui avait été enlevé alors qu'il venait en aide depuis une trentaine d'années à des populations nomades avec une ONG à Abalak, dans le centre du Niger.

### Circonstances de libération inconnues

Les circonstances de la libération des deux hommes restent pour l'heure inconnues alors que les relations entre la France et la junte au pouvoir au Mali se sont considérablement détériorées.

Paris a notamment retiré la totalité des soldats qui y étaient déployés dans le cadre de l'opération antidjihadiste Barkhane.

« Ce qu'on nous a toujours dit, c'est que la dégradation des relations franco-maliennes n'entachaient pas les espoirs de libération », a commenté ce mardi Christophe Deloire, directeur général de Reporters sans frontières (RSF). « Ses conditions étaient par nature rudimentaires mais (...) il était arrivé à obtenir des conditions satisfaisantes » en détention, a-t-il ajouté, précisant ne pas savoir « pourquoi il a été libéré ni pourquoi maintenant ».

Niamey n'a pour l'heure fait aucun commentaire sur son rôle dans les négociations. « Les otages ont été récupérés sains et saufs par les autorités nigériennes avant d'être remis aux autorités françaises et américaines », a simplement déclaré lundi à l'aéroport le ministre nigérien de l'Intérieur Hamadou Souley.



Commission paritaire secteur public-privé :

# Maîtriser l'inflation et relever les défis de 2023 au cœur des discussions

Limiter l'inflation au niveau local, stabiliser la roupie et les prix ainsi que relever les défis pour l'année 2023 étaient au cœur de la session interactive qui s'est tenue, lors de la sixième Commission mixte secteur public-privé (PPJC), qui s'est tenue au Hennessy Park Hôtel, à Ebène.

Le ministère des Finances, de la Planification Economique et du Développement, en collaboration avec le Conseil du Développement Economique, a organisé le PPJC présidé par le ministre des Finances, de la Planification Economique et du Développement, Dr Renganaden Padayachy.

Des chefs d'entreprise, des capitaines d'industrie, des représentants d'associations industrielles, des opérateurs du secteur privé ainsi que des fonctionnaires du ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement et du Conseil de développement économique ont participé à l'événement.

Les institutions présentes comprenaient la Mauritius Export Association, l'Association des Hoteliers et Restaurateurs de l'Ile Maurice, la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice, la Mauritius Bankers Association et la Bourse de Maurice.

Dans une déclaration après la réunion, le Dr Padayachy a souligné l'importance de la poursuite du dialogue avec les capitaines du secteur privé afin d'identifier les princi-



aux défis et d'introduire les mesures nécessaires pour les soutenir.

Il a rappelé que l'économie mauricienne s'est bien comportée et que l'année 2022 a été caractérisée par une forte reprise. Cependant, il a souligné que le conflit Ukraine-Russie a conduit à une inflation importée de plus de 75%.

Il a souligné que le gouvernement examine les facteurs de production en 2023, rappelant qu'un comité accéléré a été mis en place pour examiner les demandes de permis de travail pour les entreprises et les associations et comment améliorer la procédure entre le processus de demande et d'approbation.

Le Dr Padayachy a déclaré qu'une autre

question soulevée lors de la PPJC était la hausse des tarifs de l'électricité. Il a déclaré que les discussions portaient sur la recherche de solutions pour les petites entreprises afin de limiter l'impact de la flambée. L'inflation future et le coût des affaires étaient également à l'ordre du jour.

En outre, il a déclaré que les indicateurs et les perspectives pour 2023 ainsi que les performances économiques pour 2022 seront publiés fin mars. Ces données, a-t-il souligné, permettront au gouvernement d'améliorer encore le paysage économique en 2023.

Parlant de la dépréciation de la roupie, le Dr Padayachy a souligné que la forte demande de devises a exercé une forte

pression sur la valeur de la roupie. Il a toutefois rassuré que la Banque de Maurice se penche sur la question et prendra les mesures nécessaires.

Sur le plan économique, il a souligné que 2022 a été caractérisée par une reprise économique ajoutant que cette année, l'économie se stabilise. Il a également insisté sur la nécessité d'atteindre la stabilité et de préserver le système bancaire.

Le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement a encore qualifié d'historique la mesure annoncée par le Premier ministre de gratuité des écoles préscolaires à compter de la rentrée 2024. Il a déclaré que le système éducatif sera désormais gratuit du niveau préprimaire au niveau tertiaire. Il s'est réjoui qu'une telle mesure sera un pilier dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités et aura un impact sur le développement de tous les enfants, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables.

Le PPJC est conforme à l'objectif du gouvernement de favoriser un dialogue continu et ouvert entre les secteurs public et privé et de fournir une plateforme efficace et collaborative en vue de relever les défis auxquels notre économie est confrontée et d'exploiter de nouvelles opportunités.

Rappelons que le PPJC rencontre trimestriellement les présidents des commissions économiques et autres chefs d'entreprise pour échanger sur des sujets d'importance économique.

Journée mondiale de l'eau 2023 :

## Un nouveau projet de loi sur les ressources en eau sera bientôt déposé au parlement, indique le ministre

Un nouveau projet de loi sur les ressources en eau, prenant en considération les besoins en eau du pays et le développement du secteur de l'eau dans un cadre juridique bien défini pour la mobilisation, la gestion, le développement et la conservation des ressources en eau à Maurice sera bientôt introduit dans le Parlement, a déclaré le ministre de l'Energie et des Services publics, M. Georges Pierre Lesjongard.

Le ministre a fait cette déclaration, lors du lancement d'un séminaire national qui se tient dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau 2023, à l'hôtel Le Méridien à Pointe aux Piments.

Le directeur de l'ingénierie Climate Resilient Infrastructure Development Facility (CRIDF), M. Leonard Magara, le responsable de la planification stratégique/équipe du bureau du coordinateur résident des Nations Unies, M. Robert Banamwana, le directeur général de la Central Water Authority, M. Ramprakash Maunthroo et d'autres personnalités étaient présents.

L'événement sur le thème "Accélérer le changement", est une initiative de la Central Water Authority en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des Services publics visant à résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement et à encourager les gens à agir dans leur propre vie pour changer la façon dont ils utilisent, consomment et gèrent l'eau.

Dans son allocution, le ministre Lesjongard a indiqué que l'objectif de ce séminaire est de réunir les acteurs con-



cernés pour discuter et formuler des propositions de recommandations pour orienter les politiques, mesures et programmes à mettre en œuvre en vue d'améliorer le secteur de l'eau.

Il a indiqué que le CRIDF a proposé un programme de réforme du secteur de l'eau sur 5 ans qui permettra à Maurice de construire une infrastructure d'eau complète, équitable et durable qui, a-t-il dit, est essentielle pour l'amélioration à long terme de la résilience climatique de l'île, de la sécurité de l'eau, de l'alimentation la sécurité et la qualité de vie de la population.

À l'échelle mondiale, un quart de la population mondiale manque d'eau potable et près de la moitié de la population mondiale manque d'installations sanitaires sûres, a-t-il indiqué. À Maurice, la croissance démographique, les besoins en irrigation, la croissance des activités industrielles, commerciales et touristiques, les changements dans les pratiques d'utilisation des terres et

l'impact du changement climatique sont les principaux défis pour répondre à la demande croissante en eau, a-t-il observé.

Le gouvernement, a-t-il souligné, ne ménage aucun effort pour exploiter des sources d'eau supplémentaires. Une feuille de route de l'eau 2020-2024 a été élaborée en mai 2021 pour améliorer le service d'approvisionnement en eau dans le pays, a-t-il rappelé.

Le ministre s'est en outre attardé sur plusieurs projets initiaux visant à réduire l'impact des déficits en eau dans le pays. Ils comprennent la refonte de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement en eau ; mettre en œuvre plusieurs mesures à court terme dans les zones de points noirs ; installations mises en place par l'intermédiaire de la Development Bank of Mauritius pour acquérir gratuitement un réservoir d'eau et une pompe.

Il a en outre mentionné que le ministère discutait avec des pays amis sur la coopération dans le secteur de l'eau, en particulier en ce qui concerne le dessalement, la réutilisation de l'eau traitée et l'application de la technologie dans les opérations de l'eau. Le gouvernement envisage également la mise en place d'une usine mobile de dessalement pour répondre au déficit en eau pendant la saison sèche dans des régions spécifiques où les possibilités de mobilisation d'eau souterraine ou de sur-

face supplémentaires sont relativement limitées, a-t-il ajouté.

Des changements sont nécessaires à tous les niveaux ; nous devons être plus conscients et sensibilisés au fait que l'eau est notre élément vital. Si nous aspirons à une nation prospère, nous avons le devoir de préserver nos précieuses ressources en eau pour les générations à venir, a affirmé l'Energie et les Services publics.

Quant au directeur de l'ingénierie du CRIDF, il a déclaré que cette journée symbolise un appel à l'action de chacun pour protéger et utiliser durablement l'eau pour les générations présentes et futures. Les pays des PEID comme Maurice sont parmi les pays les plus pauvres en eau du monde. Il a donc souligné la nécessité d'aborder la sécurité régionale de l'eau à travers une approche régionale intégrée pour toujours assurer la fourniture d'eau au consommateur.

Pour sa part, M. Banamwana, a déclaré que la journée vise à envoyer un message fort sur l'importance fondamentale de l'eau dans la vie quotidienne de chacun. Il a déploré que le monde ne soit pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable 6, ajoutant que le dysfonctionnement tout au long du cycle de l'eau sape les progrès sur tous les grands problèmes mondiaux, de la santé à l'industrie, en passant par les catastrophes et la paix. "Un changement transformateur rapide est nécessaire et chacun doit jouer son rôle. Chaque action, aussi petite soit-elle, fera une différence", a-t-il affirmé.



## France

# Retraites : après le rejet des motions de censure, nuit de colère en France

Des manifestants se sont rassemblés dans plusieurs villes de France, lundi soir, alors que l'Assemblée nationale a rejeté les deux motions de censure contre le gouvernement, après son déclenchement du 49.3 pour faire passer la réforme des retraites.

**P**oubelles renversées et brûlées, barricades, jets de projectiles sur les forces de l'ordre, fumigènes : l'adoption lundi 20 mars de la réforme des retraites après le rejet de la motion de censure a provoqué de nombreuses manifestations émaillées d'incidents dans toute la France.

À Paris, quelques centaines de personnes, rejointes par des députés de la France Insoumise (LFI), se sont d'abord rassemblées, non loin de l'Assemblée nationale, Place Vauban (7e arrondissement), avant d'être canalisées par les forces de l'ordre.

Puis, des feux de poubelles et affrontements avec les forces de l'ordre ont été repérés dans le quartier de la gare Saint-Lazare (9e arrondissement), autour de la place de l'Opéra, où de nombreux cars de CRS étaient stationnés. Un cortège a ensuite arpenté les rues en renversant des poubelles, suivi par les policiers de la BRAV-M en moto, tandis que d'autres étaient au Châtelet, non loin de l'Hôtel de Ville.

Peu après 0 h 30, 171 personnes avaient été interpellées à Paris, selon une source policière.

Renversant sur leur passage trotinettes électriques et vélos, ou mettant le feu à des poubelles, les manifestants ne cherchaient pas la confrontation avec les forces de l'ordre.



dre, selon les journalistes de l'AFP sur place, mais plutôt à se livrer au jeu du chat et de la souris. Les forces de l'ordre ont utilisé à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes.

Dans la journée, sur les réseaux sociaux, il était demandé aux manifestants de s'inspirer de la méthode "hongkongaise" consistant à jeter des objets, vélos, poubelles etc. pour barrer les rues.

"On entend que les jeunes ne sont pas mobilisés. Nous voilà. C'est pour les retraites et pour le reste. C'est un tout, une accumulation", a expliqué à l'AFP une étudiante désirant rester anonyme, la manifestation n'étant pas déclarée.

Vers 23 h, la situation s'est tendue place de la Bastille et dans les rues adjacentes avec des barricades improvisées de poubelles et de palettes de bois enflammées. "On est là, on est là, la rue est à nous", scandaient les manifestants. Peu avant une heure du matin, les forces de l'ordre sont intervenues pour évacuer la place.

Certains élus ont dénoncé des violences policières. "Arrêtez le massacre", a tweeté la députée LFI Raquel Garrido en repostant une vidéo d'un manifestant frappé par un policier. "De très nombreuses personnes sont actuellement placées en garde à vue de façon arbitraire", a affirmé une autre députée LFI, Sarah Legrain.

## "Ça va péter"

Les mêmes scènes se sont reproduites dans plusieurs grandes villes de France, comme à Strasbourg, où un gros millier de manifestants se sont d'abord rassemblés place Kléber, en plein centre-ville, sifflant et huant le rejet de la motion de censure avant d'allumer des fumigènes et de scander "nous aussi on va passer en force".

Certains manifestants ont ensuite commis des dégradations: façade de banque caillassée, poubelles incendiées, panneaux publicitaires brisés... La préfecture a annoncé six interpellations.

"Mon état d'esprit c'est un dégoût infini, c'est un déni de démocratie dans la forme, sur le fond", a déclaré Giampiero Russo, prof de sciences économiques et sociales à Strasbourg, avant que le cortège se mette en route.

À Dijon, environ 200 personnes ont manifesté, certains, masqués et souvent encagoulés, scandant : "On déteste la police". La manifestation a été dispersée vers 21 h et la police a procédé à deux interpellations.

À Lyon, environ 500 manifestants, dont

beaucoup de jeunes, se sont rassemblés vers 20 h 30 place Guichard dans le 3e arrondissement et s'en sont pris aux forces de l'ordre avec des jets de projectiles, avant de se disperser en plusieurs groupes dans différents quartiers. La préfecture a fait état de six interpellations et un blessé léger parmi les policiers. À Saint-Étienne, la préfecture a recensé quatre interpellations et trois policiers blessés.

Les manifestants étaient plusieurs centaines à Lille devant la préfecture, où ils ont sifflé et hué en apprenant le rejet de la motion de censure. "Ça va péter", ont-ils scandé, "Louis XVI on l'a décapité, Macron on va recommencer".

## Dans l'Ouest aussi

"On s'y attendait mais on est déçus, en colère", souligne Emma Maes, une Lilloise de 26 ans, tout en soulignant que "la mobilisation n'est pas finie" et en évoquant l'espoir d'un référendum d'initiative populaire.

À Nantes la manifestation, qui a débuté dans le calme vers 18 h, s'est tendue en milieu de soirée, et des bouteilles ont été jetées sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué avec des tirs de gaz lacrymogènes. Même tension à Rennes, déjà secouée par de violentes manifestations ces dernières semaines. Plusieurs centaines de jeunes - entre 300 et 500 selon la préfecture -, ont défilé dans le centre-ville aux cris notamment de "49.3 on n'en veut pas", et des barricades improvisées ont été incendiées.

D'autres rassemblements ont eu lieu à Bordeaux, Limoges, Poitiers, ou encore à Rouen ou Brest.

## Des policiers accusés de violence et des gardes à vue «arbitraires» critiquées

Les manifestations spontanées contre la réforme des retraites donnent lieu à des gardes à vue "arbitraires" et à des violences commises par des policiers, accusent avocats, magistrats et politiques. La Première ministre a rappelé mardi que les forces de l'ordre avaient "un devoir d'exemplarité", tandis que pour le préfet de police de Paris, "il n'y a pas d'interpellations injustifiées".

**D**es manifestants retenus plusieurs heures au commissariat, puis relâchés sans aucune poursuite, des policiers accusés de violences : avec les rassemblements spontanés contre le 49.3, avocats, magistrats et politiques dénoncent des gardes à vue "arbitraires" et des violences, y voyant, comme lors d'autres mobilisations ces dernières années, une "répression du mouvement social".

"Face à ces violences [de manifestants contre la réforme des retraites, NDLR], je veux à nouveau rendre hommage à nos forces de l'ordre qui assurent la sécurité des manifestations. Et je le redis, ils ont un devoir d'exemplarité et ils en sont conscients, nos policiers comme nos gendarmes", a déclaré la Première ministre Élisabeth Borne, mardi 21 mars, devant l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions au gouvernement. "Tout signalé est examiné", a-t-elle ajouté en réponse à une question de la cheffe de file des députés écologistes Cyrielle Chatelain.

Au-delà des violences, le nombre important d'interpellations interroge. Sur les 292

personnes placées en garde à vue en marge du premier rassemblement spontané, jeudi 16 mars, place de la Concorde, émaillé d'incidents, seules neuf ont été présentées au parquet, notamment pour des rappels à la loi. Au total, 283 procédures ont ainsi été classées sans suite, pour infraction insuffisamment caractérisée ou absence d'infraction.

Le lendemain, 60 personnes ont été placées en garde à vue : 34 procédures ont été classées, 21 ont mené à des mesures alternatives (rappel à la loi, avertissement probatoire...) et cinq à un procès.

"C'était vraiment toutes sortes de profils : étudiants à l'ENS, médecins, sans-abris, mineurs, syndicalistes, enseignants, des gens qui sortaient d'un colloque et qui ont été nassés", décrit pour l'AFP Me Coline Bouillon, l'une des avocates ayant assisté des manifestants.

Les personnes ont été placées en garde à vue pour "participation à un groupement en vue de la préparation de violences", ou "dissimulation du visage" et sont restées 24 h ou 48 h en garde à vue, a précisé l'avocate, qui parle de "gardes à vue-sanctions", avec des "dossiers irréguliers", "vides en termes de preuve de culpabilité".

## "Une instrumentalisation du droit pénal par le pouvoir politique"

Un groupe d'avocats dont elle est membre entend déposer une plainte collective pour "détention arbitraire" et "entrave à la liberté de manifester".

Dans un communiqué, le Syndicat de la

magistrature (SM), classé à gauche, a lui aussi dénoncé lundi ces nombreux placements en garde à vue, y voyant une "répression du mouvement social".

"Il y a une instrumentalisation du droit pénal par le pouvoir politique, afin de dissuader les manifestants de manifester et d'exercer cette liberté", estime également Me Raphaël Kempf, qui souligne l'absence de "réparation" ou "d'excuse".

Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise, a dénoncé mardi sur France Info "cette pratique des arrestations abusives" tandis qu'Europe Écologie-Les Verts a demandé "l'arrêt des techniques de nasse, jugées comme illégales".

Cette pratique avait déjà été critiquée pendant le mouvement des Gilets jaunes. "Le nombre 'jamais vu' d'interpellations et de gardes à vue intervenues 'de manière préventive'", avait été relevé par le Défenseur des droits dans son rapport 2018, citant le 8 décembre où près de 2 000 personnes avaient été interpellées dans toute la France.

"Depuis plusieurs années, nous documentons l'utilisation de lois trop vagues ou contraires au droit international pour arrêter, parfois poursuivre des manifestants pacifiques. Les autorités françaises doivent fournir un cadre législatif protecteur du droit de manifester", a twitté Amnesty International France.

## "Il n'y a pas d'interpellations injustifiées"

Depuis une "quinzaine d'années", il y a une "judiciarisation du maintien de l'ordre",

relève Fabien Jobard, directeur de recherches au CNRS et spécialiste de ces questions.

Il cite notamment la loi dite Estrosi de 2010 qui crée le délit de "participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations" - initialement votée pour "lutter contre les violences de bandes et dans les stades" mais utilisée depuis en manifestation.

Entre le "schéma répressif" et "préventif", où les arrestations ont lieu en amont des manifestations ou avant que d'importantes violences ou dégradations soient commises, "le curseur est de plus en plus du côté préventif", souligne-t-il.

"Il n'y a pas d'interpellations injustifiées, je ne peux pas laisser dire ça", a déclaré le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, sur BFMTV. "On interpelle pour des infractions qui, à nos yeux, sont constituées", mais "48 heures [de garde à vue] pour essayer de matérialiser l'infraction, c'est court", a-t-il ajouté.

Des consignes ont-elles été passées pour interpellier massivement ? "Non", affirme un haut gradé de la police, qui ajoute que "lorsque les profils à risques sont interpellés, ils ne sont plus en train d'agiter les autres".

Mais avec ces nombreuses arrestations, la "manœuvre est risquée", ajoute un autre policier spécialiste de ces questions. Selon lui, elles "exposent les effectifs, monopolisent des agents" et "risquent de radicaliser les manifestants".



# Russie-Chine : une relation renforcée par la guerre en Ukraine malgré une rivalité régionale

Le président chinois Xi Jinping est arrivé lundi à Moscou pour une visite officielle de trois jours. L'occasion pour lui et son homologue Vladimir Poutine de réaffirmer les liens qui unissent la Russie et la Chine alors que les deux voisins affichent une rivalité régionale.

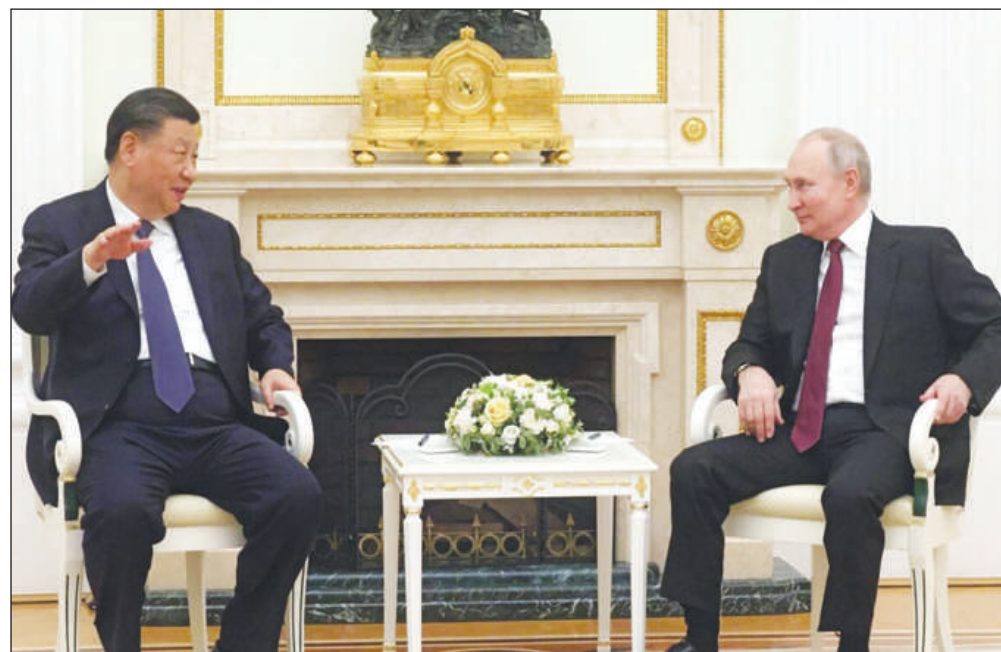
Le président chinois Xi Jinping a entamé lundi 20 mars une visite officielle de trois jours à Moscou, où il a été reçu par son homologue russe, Vladimir Poutine. Si les deux dirigeants se sont vus régulièrement depuis dix ans, cette rencontre est la première depuis la réélection de Xi Jinping à la tête de son pays et surtout depuis le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du chef du Kremlin pour des crimes de guerre en Ukraine.

Dans un article publié lundi dans un journal chinois, Vladimir Poutine a estimé que "les relations russo-chinoises ont atteint le point culminant de leur histoire" et que la qualité des liens entre Moscou et Pékin était "supérieure à celle des unions politiques et militaires des temps de la Guerre froide". Lors d'un sommet en Ouzbékistan en septembre, le président russe avait déjà salué son homologue chinois comme son "vieux ami".

À son arrivée en Russie, Xi Jinping s'est de son côté dit persuadé que sa visite donnerait un "nouvel élan" à la relation sino-russe.

## Une relation renforcée

Le 24 février 2022, Vladimir Poutine a durablement bouleversé la géopolitique mondiale en décidant d'envahir l'Ukraine. La guerre a contribué à renforcer les relations entre les deux pays qui faisaient déjà face au bloc occidental. Affecté par de lourdes sanctions, Moscou a réorienté une partie de son économie vers son grand voisin asiatique. La Chine a largement augmenté ses importations d'hydrocarbures (pétrole et gaz) provenant de Russie – sécurisant ainsi ses approvisionnements énergétiques –, tout en exportant des technologies et des voitures vers son voisin russe. Au total, les échanges commerciaux sino-russes ont enregistré une hausse de 34 % sur un an, atteignant en 2022 un montant record de 190 milliards de dollars (177 milliards d'euros), selon les douanes chinoises.



ros), selon les douanes chinoises.

"Du fait de la guerre et des sanctions, la Russie se prive d'un certain nombre de clients occidentaux, notamment de l'Union européenne, sur les produits gaziers et pétroliers. Elle en vend en Asie, notamment à la Chine", indique Emmanuel Véron, docteur en géographie et spécialiste de la Chine contemporaine et des relations internationales à l'Inalco. Un rapprochement sino-russe qui "se confirme, se densifie, s'intensifie depuis plus de dix ans" avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et le retour à la présidence russe de Vladimir Poutine en 2012, ajoute Emmanuel Véron.

"Les relations entre les deux pays n'ont fait que croître" depuis 1994, précise Cyrille Bret, chercheur associé sur la Russie et l'Europe orientale au sein de l'Institut Jacques Delors et enseignant à Sciences Po Paris, "après la résolution du différend frontalier à la frontière russo-chinoise entre la Sibérie et l'Extrême-Orient russe", mais aussi depuis "le traité d'amitié russo-chinois

et la création de l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS) en 2001".

Chaque crise avec l'Occident "est l'occasion de renforcer la coopération" russo-chinoise, indique Cyrille Bret, même si, au sujet de la guerre en Ukraine, la Chine a adopté une position d'équilibriste : Pékin ne condamne pas l'invasion russe, mais ne soutient pas explicitement Moscou pour autant.

Sur le plan militaire, les deux pays procèdent à des exercices militaires conjoints, comme en septembre avec l'opération "Vostok 2022" en Extrême-Orient, malgré le conflit ukrainien. Plus récemment, l'armée russe a annoncé mercredi avoir effectué des exercices navals en mer d'Arabie conjointement avec la Chine et l'Iran.

## "Dissymétrie dans la relation sino-russe"

Des liens forts qui ne doivent pas faire oublier les divergences et rivalités entre les deux voisins. Sur la question économique,

la Chine, deuxième puissance mondiale, dispose d'un secteur technologique dynamique et d'une industrie manufacturière de pointe, au contraire de la Russie, dont l'économie était en 2022 environ dix fois plus petite, selon des estimations de la Banque mondiale. "La Russie a peur de la taille de la Chine, en termes de population et de PIB. Et Pékin a peur de l'imprévisibilité de Moscou dans ses relations avec l'Europe", indique Cyrille Bret. Emmanuel Véron évoque de son côté la "dépression démographique et économique" d'une Russie "investie par les acteurs chinois". L'expert met en avant l'exemple de la Sibérie. "Administrativement, la zone est russe. Mais économiquement et démographiquement, la force est chinoise", précise-t-il.

Sur le plan diplomatique, Pékin et Moscou ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. Ce fut le cas notamment en 2016 lorsque la Russie a fait campagne pour l'adhésion de l'Inde – l'un des grands rivaux de la Chine en Asie – au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). "La réponse de la Chine a été immédiate. Elle a soutenu l'entrée du Pakistan, pour gêner l'Inde", explique Cyrille Bret.

S'ajoute à cela une lutte d'influence en Asie centrale. Regroupant les anciennes républiques soviétiques du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Turkménistan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan, cette région est "sous influence séculaire russe depuis (l'impératrice) Catherine II", rappelle Cyrille Bret. La rivalité chinoise se concrétise notamment avec les "Nouvelles routes de la soie" du président Xi Jinping.

"Il y a une dissymétrie dans la relation sino-russe. Les Russes se sentent déclassés chez eux, dépassés par la force économique et la puissance chinoises, mais aussi dans leur sphère d'influence historique post-soviétique", conclut Emmanuel Véron.

# L'Italie ouvre une enquête contre TikTok pour «contenu dangereux»

Le gendarme italien de la concurrence a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête contre le réseau social chinois TikTok, soupçonné de ne pas appliquer ses propres règles de contrôle des «contenus dangereux incitant au suicide, à l'automutilation et aux désordres alimentaires».

L'enquête de l'Autorité italienne de la concurrence vise la société irlandaise TikTok Technology Limited, responsable des rapports avec les consommateurs européens, de même que les sociétés anglaise et italienne, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Le siège italien de TikTok a en outre fait l'objet mardi d'une inspection diligente par l'Autorité assistée de la police financière.

L'ouverture de l'enquête a été motivée par la présence sur la plateforme «de nombreuses vidéos de jeunes adoptant des comportements d'automutilation», en lien notamment avec le challenge dit de «la cicatrice française», devenue viral en Italie sur ce réseau très populaire chez les



mineurs.

Dans ce challenge à la mode actuellement, expliqués par de nombreux tutoriels sur TikTok, des collégiens se pincent très fort la joue pour se créer une fausse cicatrice, une pratique dangereuse selon les médecins. Ce phénomène est apparu en France et en Italie, suscitant l'inquiétude dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Le gendarme italien reproche notam-

ment à TikTok de ne pas avoir mis en place de systèmes adéquats de surveillance des contenus, «en particulier en présence d'usagers particulièrement vulnérables comme des mineurs».

TikTok n'aurait en outre «pas appliqué ses propres règles, qui prévoient le retrait des contenus dangereux relatifs aux challenges, au suicide, à l'automutilation et aux désordres alimentaires», souligne l'Autorité dans son communiqué.

Enfin il est reproché à TikTok, dont la popularité a explosé à la faveur de la pandémie de la COVID-19, de recourir à un algorithme «personnalisant les publicités et reprenant des contenus similaires à ceux déjà visualisés», aboutissant à «un conditionnement illégitime» des usagers.

Sollicité par l'AFP pour réagir à l'annonce de cette enquête, un porte-parole a tenu à souligner que «plus de 40 000 experts travaillent pour assurer la sécurité de notre communauté, avec une attention toute particulière à la protection des adolescents».

«Nous n'autorisons pas les contenus montrant ou promouvant des activités et des défis dangereux, le suicide, l'automutilation ou des comportements alimentaires malsains», a-t-il ajouté, promettant que TikTok «coopérera pleinement avec les autorités compétentes».

Propriété du géant chinois ByteDance, TikTok est en outre actuellement dans le collimateur de nombreux pays pour des raisons de sécurité nationale. Emboitant le pas à plusieurs puissances occidentales - États-Unis, Canada et Union européenne - le Royaume-Uni a interdit à son tour jeudi l'application sur les appareils gouvernementaux.



# Sept milliards d'euros d'aide internationale promis à la Turquie et la Syrie après les séismes

Un mois après les séismes qui ont touché la Turquie et la Syrie, les donateurs internationaux réunis à Bruxelles lundi se sont engagés à apporter sept milliards d'euros d'aide aux populations des deux pays.

Les donateurs internationaux se sont engagés lundi 20 mars à Bruxelles à apporter sept milliards d'euros d'aide aux populations de Turquie et de Syrie affectées par le séisme du 6 février, qui a fait plus de 56 000 morts et des dégâts évalués à plus de cent milliards d'euros.

"Les engagements s'élèvent au total aujourd'hui à sept milliards d'euros", a déclaré le Premier ministre suédois Ulf Kristersson, dont le pays assure la présidence semestrielle du Conseil de l'UE, à l'issue d'une conférence internationale des donateurs organisée à Bruxelles.

Sur ces sept milliards, quelque 950 millions d'euros vont à la population syrienne, a détaillé la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. La majorité des promesses d'aide va à la Turquie, où le bilan du séisme a été le plus lourd. Elle s'est aussi félicitée "d'un bon jour pour la solidarité internationale" mais a souligné que la conférence, à laquelle participaient plus de 60 délégations, "n'était qu'un début".

"Nous avons beaucoup de travail devant nous", a-t-elle reconnu, ajoutant qu'une conférence des donateurs uniquement dédiée à la population syrienne se tiendrait à Bruxelles les 14 et 15 juin.

La Commission s'est engagée à verser un milliard d'euros d'aide pour la reconstruction de la Turquie, et 108 millions d'euros d'assistance humanitaire à la Syrie. La Banque européenne d'investissement a annoncé 500 millions d'euros de prêts pour la Turquie.

Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a jugé que le résultat de la conférence constituait "un grand pas en avant". "Mais nous avons



encore un long chemin à parcourir", a-t-il souligné.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé à "quelque 104 milliards de dollars" (97 milliards d'euros) le coût des dégâts dans son pays. "Quel que soit son statut économique, il est impossible pour un pays de lutter seul contre une catastrophe de cette ampleur", a déclaré le dirigeant turc, qui s'exprimait par vidéoconférence.

Des millions de personnes ont vu leurs logements détruits dans la zone affectée par le séisme dans le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie, où vit une importante population réfugiée ou déplacée par le conflit syrien. En Syrie, les dégâts sont estimés à 8,9 milliards de dollars par l'ONU, et le coût des réparations d'urgence à 14,8 milliards.

## "La situation dans les régions touchées reste désespérée"

L'Allemagne a annoncé qu'elle doublerait son aide aux victimes du séisme, en la portant à 240 millions euros, et la France qu'elle ajoutait 12 millions à la trentaine de millions déjà annoncés pour la Turquie et la Syrie.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avait regretté il y a une quinzaine de jours la faible réponse à l'appel d'urgence lancé par l'ONU à la mi-

février pour récolter plus d'un milliard de dollars pour la Turquie, et près de 400 millions de dollars pour la Syrie. L'appel pour la Turquie n'a jusqu'à présent été financé qu'à 16 %.

L'ONG International Rescue Committee (IRC) a appelé les donateurs à garantir que ces appels soient entièrement couverts et que les fonds puissent parvenir "sans délai" aux organisations humanitaires sur le terrain.

"Plus d'un mois après le tremblement de terre, la situation dans les régions touchées reste désespérée. De nombreuses maisons ayant été endommagées ou détruites, beaucoup de personnes n'ont d'autre choix que de dormir dans des abris collectifs surpeuplés et sous-équipés", a souligné Tanya Evans, directrice pour la Syrie de l'IRC.

La secousse de magnitude 7,8, suivie d'une autre neuf heures plus tard, a fait en Turquie 50 096 morts, selon le dernier bilan des autorités. En outre, 5 954 personnes ont aussi perdu la vie en Syrie, selon une compilation effectuée par l'AFP.

En Turquie, des inondations ont frappé mercredi deux des provinces touchées par le séisme, faisant une vingtaine de morts ou disparus et ajoutant à la détresse des rescapés.

Recep Tayyip Erdogan, candidat à sa propre succession le 14 mai, a demandé "pardon" aux populations touchées par le séisme pour les retards dans l'arrivée des secours et promis une reconstruction au pas de charge, "en un an".

## Damas exclu

Même si les relations sont souvent tendues, la Turquie est un partenaire clé pour l'Union européenne, qui a versé plus de cinq milliards d'euros à ce pays pour l'aider à faire face à l'accueil des réfugiés syriens.

"Nous accueillons quatre millions de réfugiés, dont 3,5 millions de Syriens. Alors que nous pansons nos plaies, nous sommes solidaires du peuple syrien, qui a également été touché par le tremblement de terre", a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

En revanche le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad, sanctionné par les Occidentaux depuis la répression en 2011 du soulèvement populaire qui a dégénéré en guerre civile, n'est pas associé à la conférence. Ce qu'a "déploré" le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Si l'aide internationale a rapidement été acheminée en Turquie après le séisme, les organisations humanitaires se sont, elles, retrouvées confrontées à d'importantes difficultés pour apporter du soutien à la population syrienne, en particulier dans la zone rebelle d'Idlib (nord-ouest).

Depuis, l'UE et les États-Unis ont allégé les sanctions imposées à la Syrie, tandis que Damas a accepté d'autoriser l'ONU à ouvrir deux autres passages frontaliers pour aider à acheminer plus d'aide. "Que ce soit clair, l'Union européenne ne travaille pas avec le régime d'Assad. Mais nous soutenons toujours les populations dans le besoin", a souligné Ursula von der Leyen, ajoutant que l'aide se faisait par le biais d'organisations humanitaires partenaires.

La Russie, allié principal de Damas, est exclue de la conférence des donateurs de Bruxelles en raison de la guerre menée en Ukraine.

# Le FMI rappelle le Sri Lanka à ses engagements contre la corruption après son renflouement

Le Fonds monétaire international (FMI) a averti Colombo mardi de ne pas laisser la corruption entraver le plan d'aide de 2,9 milliards de dollars accordé lundi au Sri Lanka, accueilli de manière mitigée dans le pays.

La validation de ce renflouement était conditionnée notamment par des garanties des autorités sri-lankaises en matière de lutte contre la corruption, profondément ancrée et tenue en partie pour responsable des graves difficultés économiques du pays.

L'accord trouvé début mars avec la Chine pour la restructuration de ses prêts au Sri Lanka a aussi joué en faveur de Colombo et a «ouvert la voie» à ce financement.

Le chef de la mission du FMI au Sri Lanka Peter Breuer a toutefois rappelé

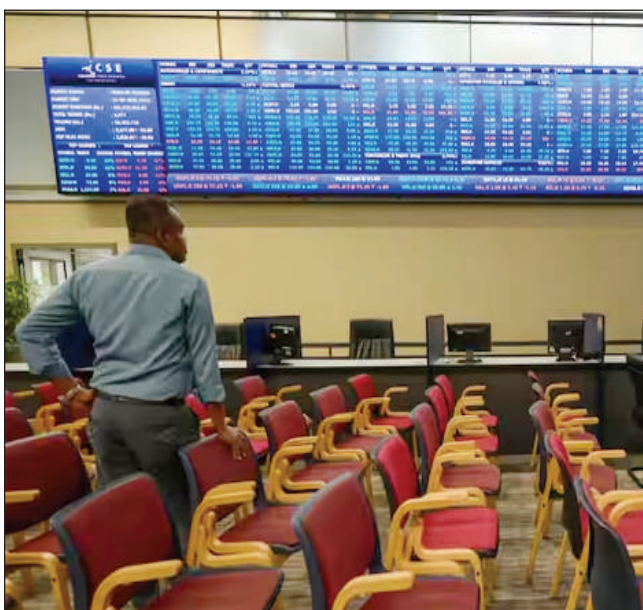
mardi que le gouvernement s'était engagé à promulguer des lois anticorruption plus strictes dans les mois à venir.

Elles sont «indispensables pour s'assurer que les bénéfices durablement gagnés grâce aux réformes profitent au peuple sri-lankais», a-t-il estimé.

M. Breuer a ajouté que le pays allait devenir le premier d'Asie à faire l'objet d'un «diagnostic de gouvernance» complet du FMI.

Dans une allocution officielle, le président sri-lankais Ranil Wickremesinghe a annoncé que ce plan de sauvetage permettrait de lever les interdictions d'importations de certains produits, imposées en raison d'une pénurie de devises étrangères.

«Le monde a accepté que le Sri Lanka n'était plus un pays en banqueroute», s'est-



il félicité, ajoutant que les «affaires normales peuvent reprendre».

Les Sri-Lankais semblaient moins enthousiastes.

«Ce n'est pas quelque chose que nous devrions célébrer fièrement», a estimé auprès de l'AFP Charlotte Somaseeli, 67 ans. «C'est un signe de la situation désespérée dans laquelle nous sommes», a ajouté cette officière de police à la retraite.

«En gros, nous sommes fichus», a lancé de son côté Gehard Mendis, chef d'entreprise de 59 ans. «Le plan du FMI est aussi un prêt. Cela va augmenter le poids de notre dette.»

Colombo s'était tourné vers l'institution monétaire basée à Washington en dernier recours, après avoir fait défaut en avril 2022 sur sa dette extérieure de 46 milliards de dollars (43 milliards d'euros).

Le pays est depuis englué dans une grave crise économique et sociale ayant, entre autres, provoqué la démission et la fuite de l'ex-président Gotabaya Rajapaksa.

Son successeur Ranil Wickremesinghe a conduit les négociations avec le FMI en promettant des réformes dures pour reprendre le contrôle des finances nationales.



Sports

Football : Didier Deschamps nomme Kylian Mbappé capitaine de l'Équipe de France



Plusieurs médias ont rapporté lundi que Didier Deschamps a désigné Kylian Mbappé capitaine de l'Équipe de France de football, en remplacement de Hugo Lloris. Antoine Griezmann, lui, est promu vice-capitaine des Bleus, à la place de Raphaël Varane.

Kylian Mbappé a été désigné capitaine de l'équipe de France par le sélectionneur Didier Deschamps en remplacement de Hugo Lloris, qui a pris sa retraite internationale, a-t-on appris lundi 20 mars de source proche des Bleus, confirmant une information du Figaro et de L'Équipe.

À 24 ans, Mbappé (66 sélections, 36 buts) a accepté cette nouvelle fonction après une discussion lundi soir avec son sélectionneur, a-t-on appris de même source. Deschamps s'est également entretenu avec Antoine Griezmann, promu vice-capitaine à la place de Raphaël Varane, qui a également pris sa retraite internationale après le Mondial-2022.

L'attaquant du Paris SG, dont la première sélection en bleu remonte à mars 2017, disputera son premier match comme capitaine vendredi (20 h 45) contre les Pays-Bas au Stade de France en ouverture des qualifications à l'Euro-2024.

Pressenti depuis plusieurs semaines

Champion du monde 2018 et vice-champion du monde 2022, Mbappé était pressenti depuis plusieurs semaines

pour hériter du brassard, après avoir guidé les Bleus vers leur deuxième finale de suite au Qatar en décembre.

Le Parisien, leader technique et dont la voix porte de plus en plus dans le vestiaire, a marqué un triplé contre l'Argentine en finale et a réussi son tir au but, sans parvenir à offrir un troisième titre planétaire aux Tricolores (3-3, 4-2 t.a.b.). Il a également pris de l'importance dans la vie de groupe, relançant en 2022 la question du droit à l'image collectif, qu'il souhaite voir réformé.

Au premier jour du rassemblement lundi, Didier Deschamps avait laissé planer le suspense sur l'identité du futur capitaine, assurant en conférence de presse en début d'après-midi qu'il comptait "utiliser ces premiers jours pour en discuter avec les joueurs concernés". Les discussions se sont finalement tenues lundi soir au centre d'entraînement de Clairefontaine.

Mbappé a la lourde tâche de remplacer Hugo Lloris, détenteur du brassard pendant plus de dix ans, la première fois en 2010. Ce dernier, homme de confiance de Deschamps, avait de larges responsabilités, notamment de représentation des Bleus à la Fédération ou auprès des médias. Il se rendait ainsi en conférence de presse à la veille de chaque rencontre qu'il disputait comme titulaire.

Dans son club, Mbappé fait partie des vice-capitaines derrière le porteur N.1 du brassard, le Brésilien Marquinhos. Dimanche, lors de la défaite du PSG contre Rennes (2-0), il a par exemple été capitaine en l'absence de ce dernier.

ANNUAL GENERAL MEETING

Port Louis Maritime Employees Association

All members of the P. L. M. E. A. are invited to attend Annual General Assembly on Thursday 13 April 2023 at 11.00 hrs at Jean Lebrun Hall, Les Salines, Port Louis.

AGENDA:

- 1. Welcome speech by president
- 2. Approval of last minutes
- 3. Secretary Report
- 4. President Report
- 5. Treasurer Report
- 6. Approval of office bearers
- 7. Appointment of 2 Auditors
- 8. A.O.B

Shookhye V. K.  
The Secretary  
P. L. M. E. A.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 15th day of March 2023, has been filed at the Master's Office, Master & Registrar, Supreme Court, situate at c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Memorandum of Charges, containing the conditions, clauses, pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar, the Sale by Licitation of a portion of land of **296 square metres** situate at La Rosa, New Grove in the District of Grand Port as per title deed registered and transcribed in TV 201903/000927 which is bounded as follows:- "Au Nord-Est, par le Lot No.19 ci-après sur 21.00m; Au Sud-Est par des réserves de 2.00m de large, longeant un chemin asphalté de 6.00m de large, sur lesquelles le lot présentement décrit aura un droit de passage pour accéder au dit chemin sur 14.10m; Au Sud-Ouest par le Lot No.17 ci-avant décrit sur 21.00m; finalement au Nord-Ouest par les Lots No. 25 et No. 26 du Morcellement VRS 1(A) de New Grove sur 14.10m". Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The said plot of land is bare. **The said sale is prosecuted at the request of Marie Catherine Sonia THERESE against 1.- Marie Emilie Anne-Lise THERESE and 2.- Marie Aurelie Annalie THERESE.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.  
Dated at Port Louis, this 20th day of March 2023.

Me. P. Nathoo  
Of No. 10, Georges Guibert Street, Port Louis.  
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on **Thursday the 28th day of September 2023 at 1.30 p.m** shall take place before the Master's Bar, Master & Registrar, Supreme Court, situate at the New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis, the final adjudication of the following property:- Une portion de terrain de la contenance de **TROIS CENT CINQUANTE ET UN ET VINGT CENTIEMES METRES CARRES (351.20 m²)**, située au quartier des Plaines Wilhems, lieu dit La Louise, et bornée d'après un rapport d'arpentage suivant un rapport avec plan figurative dresse par Monsieur Somrajsing ROOPUN, arpenteur jure, le 29/09/2008 enregistre au Reg. LS 66/3398, comme suit:- Du premier cote, par Avenue Mgr Leen, des reserves d'un metres et cinquante centimetres (1.50m) de large entre, sur une longueur de treize metres et seize centimetres (13.16 m). Du second cote, par le terrain appartenant a Madame Kalowtee Ramkel, sur une longueur de vingt sept metres et soixante seize centimetres (27.76 m). Du troisième côte, par le surplus du terrain, sur une longueur de onze metres et cinquante huit centimetres (11.58 m). Et du quatrième et dernier cote, encore par le surplus du terrain, sur une longueur de trente metres et soixante quatorze centimetres (30.74 m). Ensemble avec le/s batiment/s se trouvant sur le dit terrain et avec tout ce qui peut en dependre et en faire partie, sans aucune exception ni reserve. It is expressly agreed between the parties that any building/s, addition/s, renovation/s construction/s etc, which may be put up on the above described portion of land will be covered and burdened by the present fixed charge. **STATEMENT OF OWNERSHIP - Mr. & Mrs. Jawaharlal JUGESSUR** are the owners of the above described portion of land as evidenced by deed drawn up by Me. Dharmaveersing ROOPUN, a notary public, dated 31/01/2009 and 06/02/2009, duly registered and transcribed in **TV 7273/41, and bearing PIN No. 1722100221. BUILDING AND/OR PLANTATIONS** - The portion of land is under vegetable cultivation. **The said sale is prosecuted at the request of MauBank Ltd against 1.- DIESEL WORLD LTD, 2.- Mr. Jawaharlal JUGESSUR, and 3.- Mrs. Lubina Devi JUGESSUR, born CHUNDUNSING.** All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.  
Dated at Port Louis, this 20th day of March 2023.

Me. Preetam CHUTTOO  
of 9th Floor, Astor Court, Block B, George Guibert Street, Port Louis.  
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **"ENERGY MAINTENANCE SERVICES"** (Company No.: 148642 C1/GBL) a Global Business Company having its registered office at 2nd Floor, C&R Court, 49, Labourdonnais Street, Port Louis, Mauritius is on this 21st day of March 2023 applying to the Registrar of Companies to be removed from the Registrar of Companies under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest on the 21st day of April 2023.

St Lawrence Management Limited  
Secretary  
Date: 21st day of March 2023

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

Notice for permission for landuse within residential zone

Take notice that I Quincaillerie Narad Ltd (Rep by Mr Khemraj Huneewoth) will apply to the Municipal Council of Riviere Du Rempart for a building and land use permit for a proposed conversion of part of an existing R/C Building into hardware shop NOT having the right to sell cement and iron and steel bars at Chemin Vingt Pieds , Grand Bay.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that on the 15th day of March 2023, has been filed at the Master's Office, Master & Registrar, Supreme Court, situate at c/r Edith Cavell & Desroches Streets, Port Louis, the Memorandum of Charges, containing the conditions, clauses, pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar, the Sale by Licitation of a portion of land of the extent of **12 2/3 Perches** situate at Royal Road, Phoenix in the District of Plaines Wilhems and bounded as follows:- "D'un côté par le surplus du terrain du vendeur sur 62 pieds; Du second côté par R. Gopy sur 82 pieds; Du troisième côté par Moortee Gopy sur 61 pieds; Du quatrième et dernier côté par un chemin de sortie de sept pieds de large pour aboutir sur la Route Royale de Phoenix sur 82 pieds. Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservation whatsoever. The whole morefully described in deed transcribed in TV 1350/58. There exists on the above described portion of land a concrete residential building of approximately 3000 square feet provided with water and electricity supply with all that may depend or form part thereof generally whatsoever without any exception or reservations. The house comprises the following:- **GROUND FLOOR:-** 1 bedroom,1 library room, 1 bathroom & WC, 1 kitchen, 1 living/dining room, 1 open verandah. **FIRST FLOOR:-** 3 bedrooms, 1 bathroom & WC, 1 TV room, 1 kitchen, 1 living/dining room and 1 balcony. There are also 1 EXTERIOR and 1 INTERIOR STAIRCASES. **The said sale is prosecuted at the request of Khadija JAMAL AHMAD, born SOOLTANGOS against 1.- Mohammad Zahoor SOOLTANGOS 2.- Nazeem-Ullah SOOLTANGOS.** All parties claiming a right to take inscription of mortgage on the said property described above, are warned that they must do so before the Judgment of Adjudication, failing which they will forfeit such right.

Under all legal reservations.  
Dated at Port Louis, this 20th day of March 2023.

Me. P. Nathoo  
Of No. 10, Georges Guibert Street, Port Louis.  
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE.





## Angleterre: Rashford et Mount forfait pour le rassemblement des three lions

L'attaquant de Manchester United Marcus Rashford, et le milieu de Chelsea Mason Mount, sont tous les deux blessés et ne rejoindront pas le groupe pour les éliminatoires de l'Euro 2024. Nick Pope est également absent.

Ils étaient 25 à l'origine, ils ne sont plus que 23. Jeudi dernier, Gareth Southgate, le sélectionneur de l'équipe d'Angleterre, a annoncé une liste de vingt-cinq joueurs pour les matchs de qualifications à l'Euro 2024. Ce lundi, trois joueurs ont déclaré forfait : Marcus Rashford (Manchester United), Mason Mount (Chelsea) et Nick Pope (Newcastle).

Le premier d'entre eux a joué ce week-end avec les Red Devils en FA Cup contre Fulham (3-1). Rashford a reçu pendant la rencontre un coup et a dû sortir sur blessure à la 82e minute. Southgate a annoncé ne pas vouloir remplacer le joueur au même titre que Mason Mount, absent des pelouses avec les Blues depuis le début du mois de mars. Touché à l'os pubien, le milieu anglais ne retrouvera pas tout de suite du temps de jeu.

### Un choc contre l'Italie pour commencer

Nick Pope est en revanche remplacé, a annoncé la Fédération anglaise. Le gardien de Newcastle, 4e et auteur d'une excellente saison en Premier League, laisse sa place au portier de Tottenham Fraser Forster (35 ans, 6 sélections).

L'Angleterre débute les éliminatoires du prochain championnat d'Europe par un choc, jeudi à Naples, contre l'Italie. Les Three Lions joueront ensuite dimanche à Wembley contre l'Ukraine.

## Fin de saison pour Takehiro Tomiyasu (Arsenal)

Takehiro Tomiyasu ne jouera pas cette saison. Le latéral droit japonais d'Arsenal a été opéré ce mardi d'une grave blessure au genou droit, a annoncé le club londonien.



Important aux yeux de Mikel Arteta avec Arsenal cette saison (31 apparitions toutes compétitions confondues), Takehiro Tomiyasu va maquer la fin de saison avec les Gunners. Victime d'une grave blessure au genou droit lors du 8es de finale retour de Ligue Europa contre le Sporting Portugal (1-1, 3-5 aux t.a.b.), le latéral droit japonais (24 ans) a été opéré avec succès ce mardi, a annoncé Arsenal.

## Antonio Conte (Tottenham) furieux après ses joueurs après le nul contre Southampton

Antonio Conte, l'entraîneur de Tottenham, a vivement critiqué ses joueurs après avoir concédé le nul face à Southampton ce samedi (3-3) en Premier League, les taxant d'égoïstes et mettant en doute son avenir sur le banc des Spurs.

Samedi dernière contre Southampton, Tottenham s'est fait rejoindre en toute fin de rencontre (3-3) alors que les Spurs menaient 3-1. Une situation qui a déclenché le courroux d'Antonio Conte en conférence de presse d'après-match. Le technicien italien a fustigé ses joueurs, les traitant notamment d'« égoïstes ».

L'Italien, qui semble de plus en plus susceptible de partir à la fin de la saison, a remis en question l'état d'esprit de ses joueurs : « Je pense que c'est le bon moment pour parler parce que je pense qu'après cette performance, pour moi, c'est inacceptable. Nous gagnons 3-1, en contrôle, et concédons deux buts. Et Fraser (Forster) a fait des arrêts. Il est préférable d'aller au cœur du problème, nous ne sommes pas une équipe. Nous sommes 11 joueurs qui vont sur le terrain. Je vois des joueurs égoïstes, des joueurs qui ne veulent pas s'entraider et qui ne mettent pas leur cœur à l'ouvrage. »

Tottenham, quatrième, a 49 points en 28 matches, mais Newcastle, cinquième, en compte 47 en 26 rencontres. Alors que les choix de l'ancien coach de la Juventus Turin sont souvent remis en cause, ce dernier a conclu son discours d'après-match en décrivant sa situation à la tête des Londoniens depuis quelques mois : « Avant aujourd'hui, j'ai essayé de cacher la situation et de l'améliorer avec des mots. Le plan tactique et technique, c'est une chose, le désir en est une autre. Le feu qu'il faut avoir dans les yeux, dans le cœur, vous devez avoir cela à chaque instant. Cette saison, par rapport à la dernière, nous sommes pires



dans cet aspect. Lorsque vous n'êtes pas une équipe, vous ne pouvez pas vous améliorer. »

Alors qu'une qualification en Ligue des champions semble possible pour les coéquipiers de Harry Kane, Antonio Conte a poursuivi : « Le club a la responsabilité du marché des transferts, l'entraîneur a la responsabilité. Mais les joueurs, où sont les joueurs ? Je ne vois que 11 joueurs qui jouent pour eux-mêmes ».

## Patrick Vieira limogé par Crystal Palace

L'ancien international français et entraîneur de l'équipe anglaise depuis juillet 2021 fait les frais d'une saison compliquée, avec aucune victoire en 2023.

Le Français Patrick Vieira a été limogé de son poste d'entraîneur à Crystal Palace, a annoncé vendredi 17 mars le club classé à la 12e place en championnat d'Angleterre, à 3 points seulement de la zone rouge.

« Les résultats de ces derniers mois nous ont mis dans une situation difficile en championnat, et nous avons estimé qu'un changement était nécessaire pour nous donner les meilleures chances de rester en Premier League », a expliqué dans un communiqué le président du club londonien, Steve Parish.

« L'impact de Patrick [depuis son arrivée] a été significatif, a assuré Steve Parish. Il a conduit l'équipe à une demi-finale de la Coupe d'Angleterre et une 12e place respectable la saison dernière avec un football enthousiasmant. » Mais la situation est plus compliquée cette saison. Crystal Palace n'a toujours pas gagné en 2023 et son entraîneur de 46 ans était ces dernières semaines de



plus en plus sous pression, avec 3 points d'avance seulement sur le premier relégable, Bournemouth (24 points).

L'ancien milieu, champion du monde 1998 et d'Europe 2000 avec les Bleus, était arrivé en juillet 2021 à la tête des Eagles avec un contrat de trois ans pour relancer sa carrière d'entraîneur dans un championnat où

il s'est fait un nom et un palmarès en tant que joueur.

A Arsenal (1996-2005), il est devenu l'un des meilleurs milieux défensifs du monde et l'idole du club londonien, dont il fut le capitaine aux trois titres de champion d'Angleterre (1998, 2002, 2004) et quatre victoires en Coupe d'Angleterre. C'est aussi en Angleterre qu'il a entamé sa carrière d'entraîneur, comme responsable du développement de Manchester City puis chargé de l'équipe réserve du club, où il avait joué une dernière saison, en 2010-2011.

Patrick Vieira a ensuite fait, en 2016, ses grands débuts comme entraîneur principal au New York City FC, l'un des clubs satellites de la galaxie City, dans le championnat nord-américain (MLS). Il est revenu en 2018 en France pour prendre la direction de l'OGC Nice, une expérience de trente mois au bilan mitigé malgré de belles 7e (2018-2019) et 5e (2019-2020) places en Ligue 1.

## Manchester City : coup dur pour Haaland, blessé et forfait avec la Norvège !

Mauvaise nouvelle pour Erling Haaland ! L'attaquant de Manchester City, diminué par une blessure, doit renoncer au rassemblement international avec la Norvège.

Après une semaine folle où il a compilé un quintuplé contre Leipzig en Ligue des champions et un triplé contre Burnley en Premier League, Erling Haaland était très attendu par sa sélection de la Norvège pour le rassemblement international. Sauf que le Cyborg doit renoncer sur blessure ! La fédération norvégienne vient en effet d'annoncer le forfait de Haaland diminué par un problème à l'aine.

### Le communiqué de la Norvège

Erling Braut Haaland a eu mal à l'aine après le match

contre Burnley. « Nous espérions que ce n'était qu'une familiarité qui se poursuivrait samedi, mais après avoir fait des tests et des examens hier, il est devenu clair qu'il ne se rendra pas aux matchs contre l'Espagne et la Géorgie. Il vaut mieux qu'il reçoive un suivi médical au club », explique le médecin de l'équipe nationale Ola Sand. Haaland rentre donc chez lui après la réunion de l'équipe nationale. « Erling a eu mal quand il s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas se battre pour l'équipe. Heureusement, il y a encore beaucoup de confiance en soi, de talent et de cohésion dans ce groupe pour gagner des points lors des prochains matches. Nous allons continuer notre travail pour être au maximum préparés pour samedi et mardi », déclare le manager de l'équipe nationale Ståle Solbakken.